

Finances publiques

# Les recettes augmentent, les dépenses aussi

• Investissements ministériels et charges communes en forte hausse

• Le besoin de financement s'établit à 11,5 milliards de DH

**B**ON démarrage pour les finances publiques. Sur le premier mois de l'année, les recettes ordinaires affichent une croissance à deux chiffres: 14,1%. Et l'embellie provient de la hausse de 6,5% des impôts directs et 21,5% de la fiscalité indirecte. Il en est de même des droits d'enregistrement et de timbre qui augmentent de 7,3%. Alors que les recettes non fiscales explosent de près de 80%. Ceci, bien qu'en valeur absolue, elles représentent à peine 725 millions de DH.

Parallèlement, les dépenses globales sont aussi en forte hausse: 19,8%. L'explication tient à l'augmentation de 11,4% des charges du personnel et de plus de 25% des achats des autres biens et services. S'ajoutent aussi l'appréciation des charges en intérêts de la dette (9,8%) et de l'investissement qui grimpe de 25,8% par rapport au premier mois de 2018.

En revanche, les remboursements et restitutions fiscaux ont plongé de 37,8% alors que les arriérés de la compensation sont restés en souffrance.

Cette situation dégage un déficit budgétaire de 74 millions de DH par rapport au même mois de l'année passée.

Au total, les recettes ordinaires se sont établies à 19,1 milliards de DH contre 16,7 milliards. L'essentiel provient bien évidemment des rentrées

Nature	Recettes ordinaires en millions de DH	Variation	Structure
Taxe sur la valeur ajoutée	5.356	▲ 9,1%	28,3%
- à l'intérieur	3.065	▲ 10,4%	16,2%
- à l'importation	2.291	▲ 7,3%	12,1%
Impôt sur le revenu	4.507	▲ 6,4%	23,9%
Droits d'enregistrement	3.394	▲ 7,3%	18%
Impôt sur les sociétés	1.590	▲ 4,3%	8,4%
TIC tabacs manufacturés	1.423	▲ 159,2%	7,5%
TIC prod. énergétiques	1.140	▲ 31,3%	6%
Droits de douane	576	▼ 2,9%	3%
Redevance gazoduc	213	▲ 8,1%	1,1%
Recettes en atténuation de dépenses	133	▲ 141,8%	0,7%
Majorations de retard	105	▲ 34,6%	0,6%

*A fin janvier 2019, les dix principales sources de recettes représentent 97,6% du total des recettes ordinaires. Avec 5,4 milliards de DH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat*

fiscales qui enregistrent à leur tour une augmentation de 12,5% à 18,4 milliards de DH. Elle s'explique par la hausse des recettes douanières, essentiellement la TVA à l'import et la TIC de 11,5% et de la fiscalité domestique de 6,4%.

La plus forte hausse des impôts directs a concerné l'IR dont la recette s'est élevée à 4,5 milliards de DH, en augmentation de 271 millions par rapport à janvier 2018.

Outre les prélèvements à la source, l'IR sur les profits immobiliers s'est apprécié de 8%.

Les recettes de l'Impôt sur les sociétés s'inscrivent également en hausse. A fin janvier dernier, elles ont totalisé près de 1,6 milliard de DH contre 1,5 milliard à la même période de 2018. Sur ce chiffre, les demandes de restitution de l'IS ont porté sur 8 millions de DH alors qu'elles avaient culminé à 3,9 milliards de DH à fin décembre 2017.

La même tendance à la hausse est observée pour la TVA à l'intérieur. Ses recettes se sont établies à 3,2 milliards de DH contre 3,1 milliards un an auparavant, soit une hausse de 5,2%.

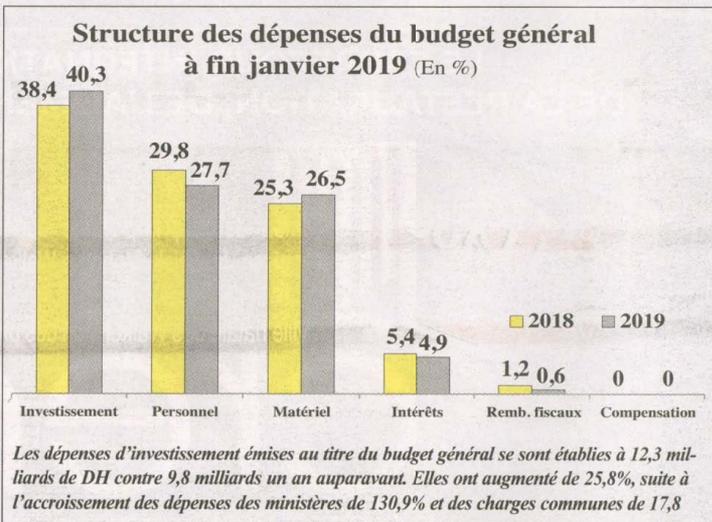
pourcentage, soit 104,7%.

A fin janvier dernier, 44,3% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses

lions).

La part du budget général dans les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux a baissé de 37,8% en raison notamment de la diminution des remboursements de la TVA (160 millions de DH contre 291 millions de DH).

Selon les données de la Trésorerie générale du Royaume, la couverture des dépenses ordinaires par les recettes éponymes a été positive de 4,7 points de



A noter qu'à fin décembre 2017, les demandes de remboursement de cet impôt s'étaient élevées à 33,2 milliards de DH. Or, à fin janvier 2019, ces demandes ont totalisé un montant de 228 millions de DH contre 416 millions à la même période de 2018.

Au chapitre des dépenses, les charges de fonctionnement se sont établies à 16,7 milliards de DH dont la moitié a été dédiée aux traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 11,4%. Les achats du matériel ont également augmenté de 13,3% (7,1 milliards de DH contre 6,2 milliards) et les charges communes de 800 millions de DH (1 milliard de DH contre 207 mil-

liards de DH) aux achats de matériel, 7,9% aux intérêts de la dette et 1% aux remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux. Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt. Au total, les dépenses émises au titre du budget général se sont élevées à 31,2 milliards de DH, en hausse de 18,9% par rapport à fin janvier 2018. Sur ce montant, 12,3 milliards ont été consacrés à l'investissement. Ceci, en raison de l'explosion de 131% des dépenses des ministères et de 17,8% des charges communes. □

A.G.